

Questions orales

[Traduction]

LES PROGRAMMES SOCIAUX S'APPLIQUANT AUX PERSONNES À REVENUS MOYENS—LA DÉCLARATION ATTRIBUÉE AU MINISTRE

M. Ian Deans (Hamilton Mountain): Monsieur le Président, je pose moi aussi ma question au premier ministre. Il sait maintenant que l'entrevue dont nous parlons pendant la période des questions a été enregistrée. On a entendu clairement le ministre des Finances déclarer que nous ne pouvions plus nous permettre d'appliquer les programmes sociaux à ceux qui touchent des revenus moyens. Le premier ministre est-il en train de donner tort au ministre des Finances?

Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre): Je dis que le ministre des Finances, comme mon collègue le fait parfois, a abordé certaines questions afin qu'elles soient débattues. C'est le but de toute ces entrevues.

Des voix: Oh, oh!

M. Mulroney: Nous nous lançons dans le débat en toute honnêteté et l'esprit ouvert. Nous tentons d'obtenir le concours de mon collègue. Il fait signe des yeux et de la tête qu'il n'est pas d'accord, mais il conviendra, j'espère . . .

M. Deans: Parce que vous ne dites pas la vérité!

M. Mulroney: . . . qu'en héritant d'une situation qui frisait la faillite, nous avons le devoir moral d'essayer de venir en aide à ceux qui en avaient le plus besoin: les veuves, les démunis et les défavorisés. Et nous allons le faire, avec ou sans votre aide! C'est ce que nous allons faire.

Des voix: Bravo!

M. le Président: A l'ordre. Pourrait-on des deux côtés de la Chambre se redonner comme ligne de conduite d'écouter poliment les questions et les réponses?

LA POLITIQUE DU CHANGEMENT

M. Ian Deans (Hamilton Mountain): Monsieur le Président, je voudrais poser une autre question au premier ministre, même s'il se livre à des effets oratoires vides de sens. Comme l'affirmation que le ministre des Finances a faite était parfaitement claire, le premier ministre lui donne-t-il maintenant tort d'avoir déclaré que le gouvernement du Canada et la population du Canada ne pouvaient pas se permettre de continuer à faire bénéficier des programmes sociaux existants ceux qui sont classés dans la catégorie moyenne des revenus?

Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre): Je ne dis pas que le ministre des Finances avait tort. Je dis que, comme d'habitude, le député choisit de mal interpréter les propos du ministre des Finances.

Des voix: Bravo!

M. Mulroney: Vous en faites profession. Il faudrait vous corriger de cette habitude.

M. le Président: La parole est au député de Winnipeg-Fort Garry.

M. Deans: Un jour nous aurons un véritable débat.

M. Mulroney: Vous ne serez plus là.

M. Deans: Choisissez l'endroit.

M. le Président: A l'ordre!

• (1140)

LES MOYENS DE FINANCER LES PROGRAMMES UNIVERSELS

L'hon. Lloyd Axworthy (Winnipeg-Fort Garry): Monsieur le Président, le premier ministre a fini par admettre, je pense, l'extrême gravité de cette question. Certaines personnes, non seulement à la Chambre, mais dans tout le pays, veulent des réponses à ces questions très importantes. Vous dites que le gouvernement se préoccupe des gens dans le besoin. Cela s'applique également, je suppose, aux femmes qui, même si elles proviennent de familles à revenu moyen, touchent les allocations familiales et en ont besoin pour acheter certains articles pour leurs enfants. Il en va de même pour les personnes de l'âge d'or.

Nous parlons du ministre des Finances qui détient le principal portefeuille économique du gouvernement. Selon lui, nous ne pouvons plus nous permettre ces programmes. Est-ce un énoncé de principes que le ministre des Finances fait au nom du gouvernement, à savoir que ce dernier croit que nous ne pouvons plus financer des programmes universels pour les familles à revenu moyen et supérieur?

Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre): Monsieur le Président, lorsque je suis arrivé à la Chambre il y a un an, on m'a prévenu de faire particulièrement attention au député de Winnipeg-Fort Gary lorsqu'il est pleurnicheur. C'est le cas aujourd'hui. Vous avez délibérément déformé la position adoptée par le ministre des Finances. Il est inconvenant de votre part, au sujet d'un problème si délicat et si grave, de chercher à semer la crainte et l'inquiétude parmi les Canadiens quand vous savez fort bien, étant donné les déclarations répétées du gouvernement et du premier ministre du Canada, qu'en amorçant ce débat, nous cherchons uniquement à venir en aide à ceux qui en ont le plus besoin dans notre société, y compris les gens dont vous parlez.

A preuve de notre bonne foi, malgré la situation économique catastrophique dont nous avons hérité, nous avons augmenté les prestations des veuves et des anciens combattants qui ont défendu le Canada et qui en avaient besoin. Voilà l'objectif de tout ce programme.

Des voix: Bravo!

M. Axworthy: Monsieur le Président, les Canadiens jugent par eux-mêmes qui est le plus pleurnichard des deux.